

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

VENDREDI 11 JANVIER 1980 — No 6 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

Afghanistan : le mouvement syndical et le droit des peuples

Depuis le début, le 25 décembre, de l'intervention brutale et massive de l'URSS en Afghanistan, les positions se sont précisées dans notre pays.

Les travailleurs attendaient bien sûr celle de la CGT, le syndicat le plus puissant, qu'ils considèrent très largement comme un instrument de défense de leurs intérêts, en particulier la classe ouvrière.

C'est maintenant chose faite, à l'issue d'une réunion de sa commission exécutive, mardi 8 janvier (voir à ce sujet nos informations détaillées en page 5). L'organisme dirigeant de la CGT n'a pas adopté une position de soutien à l'intervention soviétique.

En France donc, le PCF est la seule organisation dont la direction ait pris position pour cette agression. La seule dont l'organe central — L'Humanité — justifie, approuve et soutient l'invasion soviétique (ce qui n'est d'ailleurs pas sans susciter des remous dans ses rangs).

On ne peut douter que, parmi les dirigeants de la CGT, il en est qui auraient souhaité que telle fût aussi la position de cette centrale syndicale. Le fait qu'il n'en soit rien témoigne de l'ampleur de l'opposition à l'agression soviétique parmi les travailleurs qui se retrouvent dans la CGT.

Ceci dit, la position prise par la commission exécutive n'est pas d'approuver, mais elle n'est pas non plus de condamner l'invasion et l'occupation soviétiques. Or, quels sont en la matière les intérêts des travailleurs ?

Les principes de non-ingérence, de droit à l'autodétermination des peuples, du non-recours à la force dans les rapports entre pays, et que réaffirme la déclaration adoptée par la CE de la CGT, sont d'une grande importance pour les travailleurs. Ceux-ci ont toujours eu à lutter pour leur respect. La lutte pour le respect de tels principes se confond dans l'histoire avec la lutte pour la paix ; la solidarité à l'égard des peuples soumis à l'agression, à l'invasion et à l'occupation par une puissance étrangère en a toujours été la première expression.

Les principes peuvent-ils souffrir dérogation sous l'argument « d'une aide » sollicitée face à une « menace extérieure » ou des difficultés intérieures ? Ce prétexte n'a-t-il pas été trop souvent invoqué déjà dans le passé pour l'invasion et l'occupation militaires de tel ou tel pays ? Les USA en ont abondamment usé, la France également, l'URSS elle-même n'en est pas à son premier essai : elle a ainsi envahi — et occupe toujours — la Tchécoslovaquie...

L'invasion et l'occupation militaires d'un pays par un autre ne peuvent être justifiées. Il est de l'intérêt des travailleurs que soient fermement combattus de tels agissements.

En ce sens, la position très claire prise par la CFDT, le large courant d'opposition à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS qui existe parmi les travailleurs, y compris dans la CGT, sont des facteurs favorables pour développer dans le mouvement syndical la riposte à l'agression et la porter au niveau que requiert la solidarité internationaliste avec les peuples soumis à l'invasion et l'occupation, et la lutte pour la paix dans le monde.

Gilles CARPENTIER

CRS, hors de Corse !



- Deux personnes tuées par la police : Michèle Lenck et M. Mangoni abattues dans leurs voitures à deux endroits d'Ajaccio
- Le pouvoir envoie des milliers de flics dans l'île
- Forte mobilisation dans toute la population

Dans la nuit de mercredi à jeudi, à Ajaccio, Michèle Lenck, psychologue, membre d'une vieille famille bien connue en Corse, était tuée dans sa voiture mitraillée par des policiers en civil. Il s'agissait de la brigade antigang de Nice. Les autres passagères sont grièvement blessées.

A Ajaccio toujours, à un barrage de police, M. Mangoni, jockey, était abattu également au volant de sa voiture. Cela se serait produit alors que, après avoir été contrôlé et avoir fran-

chi le barrage, M. Mangoni rebroussait chemin.

Un groupe de maires, manifestant pour le retrait des forces de répression, la libération des nationalistes arrêtés aurait été violemment pris à partie par la police.

Dans la soirée du même mercredi 9 janvier, aux abords de l'hôtel Fesch, encerclés par d'importantes forces de police, et où se trouvaient des militants nationalistes corses, de nombreux heurts avaient eu lieu entre les manifestants

et les CRS : un CRS a été tué et deux autres blessés.

Les deux barbouzes démasqués par les nationalistes alors qu'ils préparaient un attentat, lundi à Bastelica, sont toujours retenus.

L'assassinat de deux personnes par les forces de répression qui affluent depuis quelques jours ont suscité une très vive indignation et une grande mobilisation en Corse.

Lire en page 4

1er février-20h 30, salle de la Mutualité (Paris)

Meeting contre l'agression de l'URSS en Afghanistan

A l'appel du PCML et du PCRml

Lire en page 3 le communiqué commun du PCRml et du PCML

Le 8 janvier dernier, patrons et syndicats se sont rencontrés une nouvelle fois pour discuter de la réorganisation du temps de travail. Ainsi, c'est le deuxième round d'une négociation fleuve qui s'achève sur un échec. Le premier round, à l'automne 1978, s'était soldé par un nul : chacun restant sur ses positions. Le second, à la rentrée 1979, parvenait, mardi 8 janvier, à la même constatation : syndicats et patrons gardaient des positions inconciliables. Les discussions ne sont pourtant pas tout à fait rompues. Les patrons veulent montrer leur attachement à la « politique contractuelle » ; les organisations syndicales veulent obtenir une réduction d'horaires.

Le gouvernement vient de faire savoir qu'il allait intervenir pour que la discussion reprenne. Le refus réel du CNPF de faire le moindre pas sur les revendications des travailleurs est visible aujourd'hui, mais les luttes pour les 35 heures se développent déjà depuis plusieurs mois. C'est sans doute à l'heure actuelle la meilleure arme des syndicats pour faire reculer les patrons qui refusent obstinément le principe d'une réduction générale du temps de travail hebdomadaire. C'est aussi ce qui va pousser le gouvernement — qui vient de publier un décret ramenant l'horaire hebdomadaire légal dans certaines branches à 46 heures au lieu de 48 heures — à intervenir directement pour éviter le fait accompli. Car la volonté patronale et gouvernementale est aujourd'hui de revoir la législation du travail. En revenant sur les acquis.

Les enjeux de l'attaque patronale sur le temps de travail

Par Claire Masson

Une négociation complexe

La question du temps de travail est simple pour les travailleurs ; elle se résume ainsi aujourd'hui : travailler 35 h par semaine avec le même salaire. Il peut donc sembler surprenant que des discussions nationales sur ce thème puissent durer plusieurs mois sans aboutir... presque plusieurs années !

En réalité, les patrons en ont fait quelque chose de bien plus compliqué : en grande partie pour tourner la loi des 40 h. Ils font la différence entre le temps normal (actuellement les 40 h légales), les heures supplémentaires, les congés payés, et les jours fériés.

Ainsi, ils peuvent jouer sur plusieurs tableaux. Quand les travailleurs demandent la cinquième semaine de congés payés par exemple, le patronat répond « c'est une réduction d'horaires », même si le travail continue de durer 42 ou 43 h par semaine. De même s'il accorde un pont payé,

un ou deux jours de congés supplémentaires...

Les patrons peuvent aussi jouer sur les heures supplémentaires, qu'ils paient plus cher, mais au bout du compte, les travailleurs restent toujours aussi longtemps au travail : c'est cette pratique qui a été généralisée pour tourner la loi des 40 h. Après presque 50 ans, l'horaire de travail moyen en France est encore de 42 h !

Enfin, dernière nouveauté, dans la question du temps de travail, ils ont fait rentrer le « présentisme ». C'est-à-dire qu'ils pourraient donner des congés supplémentaires aux travailleurs les plus assidus, ceux qui ne sont jamais ni absents, ni malades, ni grévistes, ni pris par des réunions syndicales... Ils proposent 5 jours pour 1980.

Voilà bien de quoi discuter des mois durant sans rien de concret pour les travailleurs !

Mais un autre danger plus grand encore plane derrière cet imbroglio, cette fois. C'est la volonté des patrons

d'imposer le calcul annuel du temps de travail, logique qu'ils veulent mettre en place depuis longtemps déjà, en assimilant congés payés et réduction d'horaires. Aujourd'hui, ils veulent obtenir des organisations syndicales le principe de l'horaire annuel. Depuis le début des discussions, ils ont refusé de parler d'horaire hebdomadaire. Ils posent une base de 1 856 h normale plus 220 h supplémentaires pour 1980. Ils obligent ainsi les syndicalistes à discuter sur cette base. La CFDT et la CGC en ont déjà admis le principe. La CGT et FO hésitent encore mais commencent à parler en horaire annuel (la CGT dit par exemple « 35 h par semaine soit 1 582 h annuelles »).

C'est d'ailleurs uniquement pour obtenir ce principe que le CNPF a ouvert ces discussions en 1978. Ceyrac n'a-t-il pas à plusieurs reprises réaffirmé qu'il n'était pas question pour le CNPF de généraliser un pas vers les 35 h ?

Les syndicats dos au mur

En même temps qu'ils ouvraient la longue série de discussion sur — et c'est significatif — « l'aménagement du temps de travail ». Ceyrac et Chotard affirmaient à plusieurs reprises qu'il n'était pas question pour le patronat français de décider une baisse générale de la durée du temps de travail.

Les organisations syndicales de leur côté venaient à la négociation sur la base des 35 h (CGT et CFDT), et de la cinquième semaine de congés payés (FO). Dans son discours de rentrée 1978, Bergeron annonçait que l'objectif de FO était la cinquième semaine ; de leur côté CGT et CFDT lançaient une campagne sur les 35 h. A la rentrée 1979, la plate-forme commune des deux syndicats comportait le mot d'ordre « vers les 35 h ». Aujourd'hui, la première Vie Ouvrière (CGT) de l'année, titre : « Objectif 80 : temps de travail ».

Ces campagnes correspondent aux préoccupations de la grande majorité des travailleurs qui aspirent à travailler moins, car les cadences s'accroissent sans cesse, et de plus en plus souvent la journée de travail est allongée par de pénibles transports. 1979 a été marqué par la présence de la revendication de la diminution du temps de travail dans presque toutes les luttes. C'est aussi dans ce sens que s'inscrit la lutte des employés de magasin qui refusent de travailler le dimanche.

Pourtant face à la fermeté patronale autour de la table de discussion et dans les entreprises, le front syndical s'est lézardé : la CFDT, qui a signé un accord avec la CGC, se retranche derrière une position de défense des 40 h, qui « crée les bases d'une avancée pour tous vers les 35 h par la conclusion d'accords à d'autres niveaux ». Elle se bat surtout pour la suppression des heures supplémentaires. La CGT et FO réclament une réduction à 38 h pour tous et 35 h pour les travaux pénibles. La CGT demande aussi la suppression des heures supplémentaires, ou leur recours « exceptionnel ».

Sur la question du principe du calcul hebdomadaire ou annuel du temps de travail, les syndicats sont là encore divisés. CGC et CFDT d'un côté ont accepté

de parler du temps de travail dans le cadre annuel. Ainsi la CFDT réclame 1 800 h (au lieu des 1 856 h patronales). La CGT continue de demander la garantie de l'horaire hebdomadaire, mais n'est pas contre le principe de l'horaire annuel s'il y a des garanties.

Pour eux tous, pourtant, la situation semble bloquée dans le cadre étroit de cette discussion, car même ces sérieux reculs par rapport aux revendications initiales sont encore bien loin des positions patronales. On peut se demander aussi comment les travailleurs pourraient accueillir un accord qui les met à la merci des intérêts patronaux et qui cautionne l'utilisation de jours de congés supplémentaires pour récompenser les « jamais absents » ?

C'est sans doute pourquoi CGT et CFDT relancent leur campagne nationale sur la réduction du temps de travail. Ce n'est que le développement des luttes qui pourra faire reculer le patronat au niveau national.

Il n'en reste pas moins que ce qui se discute depuis des mois, c'est un recul sérieux dans la législation du travail. Quand on entend les déclarations de Paul Emile Vie, représentant du gouvernement, affirmer que « les avantages acquis sont fonction de la situation économique », il y a de quoi être très inquiet du manque de fermeté syndicale à défendre l'horaire hebdomadaire. D'autant plus qu'aujourd'hui le gouvernement lui-même prétend intervenir directement pour faire reprendre la discussion.

Les intérêts du CNPF



« L'important, c'est la création de temps libre sous forme de congés supplémentaires », disait François Ceyrac, lundi soir sur TF1, à propos de la position patronale sur le temps de travail. Une politique de « loires » ? Qu'on y songe, derrière la démagogie des belles paroles, il y a la volonté des patrons d'adapter le temps de travail aux exigences de la production. De ne plus s'embarasser d'une législation « vieillote » alors que la restructuration exige d'être offensif et mobile, de savoir

s'adapter. Ce sont les « archaïques normes de vie des travailleurs » qui doivent changer bien sûr. De même qu'un employé doit s'attendre aujourd'hui à être obligé de changer d'emploi plusieurs fois dans sa vie (finie la vieille routine sclérosée !!! ?), de même, il ne doit plus aspirer à avoir un rythme de travail régulier...

Politique des loisirs ? et comment, puisque les patrons veulent maintenir l'horaire maximum légal à 60 h par semaine... et faire sauter

l'interdiction qui existe dans la législation, de faire 60 h plus de trois mois de suite !

Et le rythme infernal imposé aux travailleurs aux périodes de pointe, c'est aussi un moyen de régler le problème de l'emploi. En faisant travailler plus longtemps quand il le faut, les patrons peuvent restreindre au maximum le nombre de leurs employés fixes.

On comprend pourquoi ils ont déjà tenu 18 mois de discussions avant de claquer la porte.



Afghanistan

De Jalalabad à Kandahar

Poursuite des combats

Selon les informations transmises par les agences de presse occidentale, des combats importants se poursuivent toujours en plusieurs points du territoire afghan. De nouvelles précisions sont données sur les conditions dans lesquelles des unités de l'armée afghane ont rejoint les mouvements de résistance.

COMBATS A JALALABAD

Ainsi, à Jalalabad, considéré comme un bourg d'importance stratégique, à l'Est de Kaboul et à 88,5 kilomètres de la frontière pakistanaise, des combats ont éclaté dès le 4 janvier, lorsque les troupes soviétiques ont tenté de désarmer la gardison afghane locale. Celle-ci était jugée insuffisamment « sûre » pour la « protection » d'une zone aussi névralgique, sur l'axe routier allant de Kaboul à Peshawar, au Pakistan.

Selon les dépêches, les troupes gouvernementales afghanes stationnées dans la zone ont rejoint les guérilleros islamiques le même jour. D'autres troupes afghanes, basées à Urgun, beaucoup plus près de la frontière pakistanaise, auraient remis 40 véhicules blindés, 32 camions ainsi que d'autres armes aux combattants musulmans, qui ont par ailleurs abattu deux avions ennemis dans la ré-

gion. Pour faire face à la situation, les Soviétiques ont parachuté de nouvelles troupes à Jalalabad.

Il est à noter que le ralliement d'unités de l'armée afghane à la résistance ne date pas de ces derniers jours, depuis l'éviction d'Amir. Il a seulement gagné en ampleur puisqu'en effet, depuis plusieurs mois — dans certaines régions comme la province centrale du Bamian — des troupes afghanes avaient déserté, en relation avec les succès obtenus par la guérilla musulmane.

DES ARMES DE L'ARMÉE AFGHANE POUR LES GUÉRILLEROS

A ce sujet, il faut souligner aussi que les armes des guérilleros viennent pour une part importante de l'armée afghane elle-même, soit par le ralliement de certains éléments de cette armée, soit par les prises effectuées au cours des combats, qui n'avaient cessé de gagner en importance au cours de l'année 1979.

Ceci se conjugue avec d'autres apports, mais ceux-ci sont bien loin d'être la seule origine. De ce point de vue, remarquons que les « révélations, sur la rébellion équipée par les Etats-Unis », qu'annonce l'*Humanité* de mercredi 9 janvier, n'emportent pas forcément

la conviction, lorsque ce journal cite pour seule source l'interview par l'agence soviétique Tass d'un haut-fonctionnaire des services de sécurité, d'un gouvernement afghan mis en place avec les chars soviétiques.

RENFORTS SOVIÉTIQUES PARACHUTÉS A KANDAHAR

Parmi les points où la résistance reste forte en Afghanistan, diverses agences de presse citent la grande cité de Kandahar, dans la partie sud de l'Afghanistan. Là aussi, des troupes gouvernementales ont rejoint les guérilleros. Ceux-ci auraient fait plusieurs centaines de tués dans les troupes soviétiques, au cours des derniers jours. La route qui mène de Kandahar à Kaboul serait bloquée par la résistance. La situation y est telle que les Russes ont dû dépêcher cinq mille hommes en renfort, dont des unités parachutées, dans la journée du 8 janvier.

Les combats sont d'autant plus âpres que l'URSS a engagé en Afghanistan des moyens qui lui donnent une très grande puissance de feu. Aussi, dans plusieurs provinces, les guérilleros pratiquent la tactique de harcèlement la nuit et se retiennent le jour pour échapper notamment aux hélicoptères soviétiques « antiguérilla »

dotés de canons multiples ou de lance-roquettes. Par ailleurs, le flot de réfugiés afghans au Pakistan s'accroît : concernant plusieurs dizaines de milliers de personnes rien que depuis le début de cette année, il porterait à plus de 400 000 le nombre total de réfugiés afghans au Pakistan, qui ont fui depuis plus d'un an les bombardements soviétiques (comme les Érythréens contraints de se réfugier au Soudan pour la même raison) et que les Soviétiques cataloguent, dans leur propagande comme « féodaux ».

Termes «choisis» ?

A Kaboul, où les lignes de télé et de téléphone n'ont toujours pas été rétablies depuis l'attentat qui a détruit le central téléphonique fin décembre, les correspondants étrangers peuvent désormais envoyer des télégrammes hors d'Afghanistan. A condition toutefois de supprimer toute référence à la présence soviétique en Afghanistan, sinon le télégramme est immédiatement annulé ! C'est ce qu'ont indiqué des journalistes arrivés mercredi 9 janvier au Pakistan.

Contre l'agression de l'URSS en Afghanistan

Communiqué commun du PCRml et du PCML

Depuis plusieurs jours des événements très graves se produisent en Afghanistan : ce pays subit une agression massive et directe de la part de l'URSS. Plusieurs dizaines de milliers de soldats soviétiques, avec des centaines de chars, de canons et soutenus par des MIG, ont envahi par la force brutale l'Afghanistan. Objectif : établir la domination directe de l'URSS sur ce pays par une violente répression dirigée contre les forces de guérilla et de résistance du peuple afghan en lutte contre le régime pro-soviétique, mis en place en 1978 grâce à un coup d'Etat suscité par Moscou.

Cette agression s'effectue sous prétexte d'une «agression armée», alors que la seule agression en Afghanistan c'est celle de l'URSS, qui a déjà contraint 300 000 Afghans à quitter leur pays pour échapper aux bombardements. En réalité, sous couvert d'un traité «d'amitié», l'URSS est venue au secours d'un régime à sa botte qui était menacé par les mouvements de résistance du peuple afghan.

Cette agression soviétique en Afghanistan, survient après l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, et après que l'URSS ait généralisé sa politique impérialiste dans le monde. Ces dernières années notamment, elle s'est servie de mercenaires cubains pour se tailler des zones d'influence en Afrique, elle a participé activement à l'agression contre le peuple érythréen et a soutenu puissamment l'invasion vietnamienne du Cambodge.

Voilà qui révèle crûment ce qu'il en est des véritables objectifs de l'URSS qui, discorant sur la détente en se présentant comme une puissance de paix, accumule un formidable potentiel militaire qui menace la paix du monde et multiplie les ingérences et agressions.

En rivalité accrue avec l'autre superpuissance, l'impérialisme américain, pour dominer le monde, l'URSS met à profit le déclin relatif de celui-ci pour renforcer son offensive. Ainsi, en envahissant l'Afghanistan, l'URSS poursuit son expansion en Asie centrale, cherche à s'ouvrir un débouché vers l'Océan Indien, ceci afin, entre autres, de s'assurer le contrôle des voies mondiales d'approvisionnement en pétrole. Cette grave agression de l'URSS, qui renforce les dangers de guerre, a suscité les protestations de nombreux pays dans le monde.

En France, Giscard d'Estaing qui propage activement des illusions sur la détente, tente de se servir de l'aggravation des dangers de guerre pour détourner l'attention des difficultés que subit le peuple de notre pays. Nombreux sont ceux aujourd'hui, y compris parmi les militants de ce parti, qui s'interrogent avec juste raison sur les motifs qui poussent le PCF à justifier l'agression de l'URSS et à la soutenir, y voyant une «aide». Comment celui-ci peut-il nier que les troupes soviétiques ont envahi l'Afghanistan au mépris de la souveraineté de ce pays ?

Mais, en Italie, le PCI a, lui, déclaré : «L'intervention soviétique de ces derniers jours, doit être considérée comme une violation de l'indépendance et de la souveraineté de l'Afghanistan», tandis qu'en Espagne, le PCE condamnait lui aussi l'intervention soviétique.

Face à cette agression militaire de l'URSS, il est important aujourd'hui d'organiser une riposte rapide, riposte sans laquelle l'URSS se sentirait encouragée à poursuivre sa politique impérialiste. Il est essentiel de multiplier les initiatives rassemblant sans sectarisme tous ceux qui, aujourd'hui, veulent lutter contre les dangers de guerre, combattre les visées hégémoniques des deux superpuissances et notamment celles de l'URSS, foyer de guerre le plus dangereux actuellement.

Correspondance Montpellier

Port de Dunkerque : mort d'un travailleur

Mardi vers 15 h 15, un accident mortel du travail a eu lieu sur un quai du port de Dunkerque. Un docker intermittent employé par la COGEMA a été écrasé contre un pilier de grue par un wagon sorti de ses rails. Il s'agit d'Alphonse Le Prince, âgé de 58 ans, marié, père de quatre enfants. Vers 15 h 5, il marchait le long de la voie centrale, à côté d'une rame de deux wagons qui venaient d'être déchargés. Sa mission consistait notamment à s'assurer qu'aucun obstacle ne se trouvait sur cette voie. A l'autre bout de la rame, un tractoriste poussait les wagons qui devaient être remis à l'extrémité nord du quai. Pour une raison encore indéterminée, le wagon de tête passait alors sous une grue de 6 tonnes, qui est sortie de ses rails entraînant M. Le Prince contre un pied de cette grue et lui écrasant le corps. Pour dégager la victime, les dockers mirent en œuvre, vers 15 h 30, un puissant appareillage de levage en présence des pompiers de Dunkerque et de la police. La dépouille de M. Le Prince fut transporté à la morgue municipale après constat du service officiel.

Irlande : la conférence dans l'impasse

A peine entamée lundi, la conférence consultative sur l'Irlande du Nord convoquée par la Grande-Bretagne risque d'être de courte durée. En effet, la rupture s'annonce déjà : le SDLP (Socio-Démocrates Irlandais) menace de quitter la conférence si la question de la réunification n'est pas abordée au cours de la conférence, condition qu'il avait émise pour y participer.

Ian Paisley, chef des unionistes extrémistes, ne veut pas en entendre parler, et menace lui aussi de claquer la porte. Londres risque d'en être pour ses frais, d'autant plus que l'IRA Provisoire a décidé de «participer» à la conférence en attaquant deux véhicules de l'armée britannique. L'embuscade, qui a eu lieu lundi à Belfast, a fait trois morts et quatre blessés graves.

Les mineurs du bassin houiller des Cévennes ne se résigneront pas

En 1955, il y avait 25 000 mineurs qui travaillaient dans une dizaine de puits du bassin houiller des Cévennes ; aujourd'hui, il y en a 1 700 qui exploitent deux puits. Les patrons des houillères Centre-Midi dont les Cévennes font partie, ont programmé la disparition, la fermeture totale des puits. L'échéance avait été fixée à 1979, mais par leur lutte, les mineurs ont réussi à faire sauter cette échéance. Mais la lutte des mineurs continue car les menaces de fermeture persistent : le Premier de l'An, ils occupaient un des deux puits ; mercredi 9 janvier, ils étaient à Montpellier ; et avec une expo-

sition, des dépliants, ils expliquaient leur situation, donnaient la position de leur syndicat CGT.

Les mineurs cévennois, en bleus de travail, appelant à la solidarité ouvrière, ont beaucoup touché la population ; tous s'arrêtaient, s'informaient, discutaient.

Pour terminer ce jour-là cette manifestation, les mineurs se sont enchaînés devant la préfecture de Montpellier, montrant ainsi leur solidarité et leur unité. D'autres actions se préparent, entre autres, continuer à populariser leur lutte à travers toute la région Languedoc-Roussillon.

Agression contre la Bourse du travail de Corbeil

Une fois encore, la bourse du travail de Corbeil-Essonnes a été mise à sac. C'est la huitième fois en moins d'un an. Auparavant, c'était plutôt la CGT et la CFDT qui étaient visées. Cette fois, tous les syndicats ont reçu la visite des agresseurs. Cet acte inadmissible a soulevé une profonde indignation parmi les travailleurs qui dénoncent le fait que les agresseurs ne sont jamais punis.

Pour téléphoner au Quotidien du Peuple

NOUVEAU NUMERO

205-51-10

politique

La direction du PCF soutient l'URSS en bredouillant

Georges Marchais et la délégation du PCF qu'il conduit poursuivent à Moscou des entretiens « cordiaux et amicaux » avec Brejnev. On pourra d'ailleurs voir le secrétaire général du PCF intervenir en direct de Moscou au cours du journal de TF 1 à 13 heures le vendredi 11 janvier.

Pendant ce temps, à Paris, les dirigeants du PCF développent leur politique de soutien à l'intervention soviétique en Afghanistan.

En butte au large courant de condamnation qui s'exprime dans le pays et jusque dans le PCF, leurs explications se font de plus en plus embarrassées. Ainsi, Charles Fiterman dans ses déclarations de mardi 8 janvier à Antenne 2. Alors que l'*Humanité* justifiait jusqu'à présent l'intervention soviétique par un appel des autorités d'Afghanistan, ce sont maintenant de prétendues « forces progressistes insurgées (qu'il) ont fait

appel à l'aide soviétique ». Concernant l'URSS, il devait déclarer : « Sans doute la politique de l'URSS n'est-elle pas toujours parfaite. Il peut y avoir des erreurs, des maladresses, et le souci d'intérêts d'État qui ne sont pas forcément les nôtres. Mais je dis que l'Union Soviétique veut la paix ».

De son côté, Lajoinie a indiqué à l'issue de sa rencontre avec François-Poncet qu'il avait fait observer au ministre qu'il y avait « contradiction entre ses déclarations sur le fait que la France n'engagerait pas de représailles contre l'URSS et la décision de la CEE d'interrompre l'aide alimentaire en Afghanistan ». Selon lui, le ministre aurait répondu que la décision n'était pas définitivement prise.

Quant à l'initiative de la CFDT de réunir le comité de défense des libertés à propos de l'intervention soviétique, Lajoinie l'a qualifiée de « déplacée ».

Chaban-Delmas en URSS

Chaban-Delmas se rendra en URSS le 19 janvier, pour une dizaine de jours. Ce voyage officiel — Chaban va en URSS en tant que président de l'Assemblée nationale — était prévu depuis trois mois, mais il prend un relief particulier dans la période, puisque que Chaban sera en dehors de Marchais, le premier dirigeant occidental à se rendre à Moscou depuis l'invasion de l'Afghanistan. Le président de l'Assemblée nationale, qui sera reçu par Brejnev, s'est entretenu mercredi avec Giscard de ce voyage.

La direction du PS en guerre contre les sondages... et Rocard

Par la voix de Louis Mermaz, la direction du PS a décidé de partir en guerre contre les sondages. Au cours d'une conférence de presse, le lieutenant de Mitterrand a expliqué, qu'il y a « un décalage énorme entre les résultats des sondages, l'analyse nécessairement très fine qui en est faite par les spécialistes de la science politique, les commentateurs des journalistes, et enfin les « manchettes » ou les « flashes » destinés au grand public ». Cette soudaine hostilité contre les sondages s'explique aisément. Pour Mermaz, « il s'agit d'empêcher le PS de choisir librement son candidat à l'élection présidentielle et de maintenir sa ligne politique ». Derrière les sondages, c'est celui-ci qui en profite le plus aujourd'hui — Rocard — qui est visé.

Quand Monory raisonne...

Monsieur Monory, garagiste à Loudun et par ailleurs ministre de l'Économie, aime les raisonnements simples. Dans un « point de vue » publié dans le *Figaro* de mercredi 9 janvier, il incite les entreprises publiques à la « compétitivité » ; il justifie les augmentations présentes et à venir, avant de poursuivre : « Les consommateurs sont entrés dans une période de croissance ralentie du pouvoir d'achat des rémunérations : si les prix des services publics peuvent être limités, ils disposeront de pouvoir d'achat supplémentaire pour d'autres emplois. Les entreprises publiques peuvent donc (...) apporter une contribution essentielle à l'amélioration du pouvoir d'achat ». Explicite le raisonnement : attendez-vous à de fortes hausses, et prévoyez votre budget en conséquence, quitte à y supprimer certains postes. Quand vous découvrirez que les augmentations ne sont pas aussi fortes que prévu, vous aurez l'impression d'avoir plus d'argent ! Tout n'est qu'apparence...

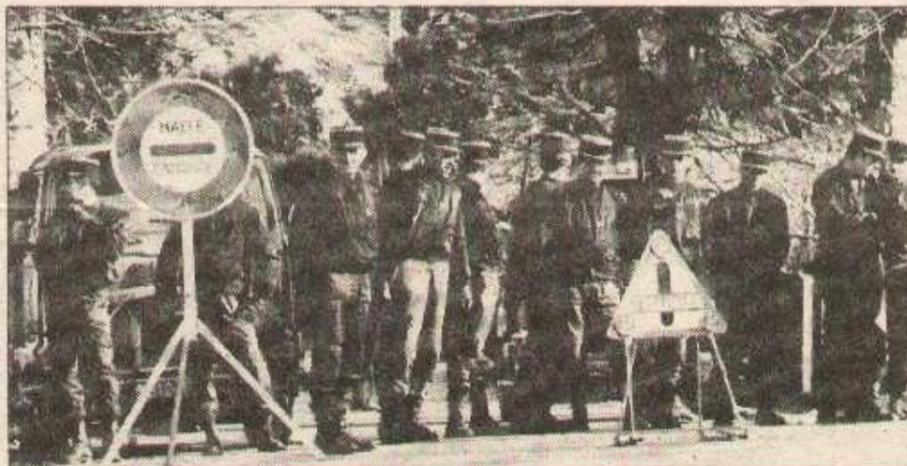
Chaque jour achetez le Quotidien du Peuple dans le même kiosque

CRS hors de Corse !

Après l'interpellation par des militants du collectif nationaliste de Bastelica de trois barbouzes armés jusqu'aux dents, le pouvoir a manifestement choisi l'épreuve de force. Pourtant les exigences des nationalistes, dont de nombreux membres de l'Unione di u Populu corsu (UPC) sont simples : révéler à la presse les confessions des barbouzes, et les

remettre à la justice. Mais il n'est pas très étonnant de voir un tel déploiement de forces en Corse quand on sait que ceux qui commandent les forces de police sont aussi ceux qui commandent les forces occultes des officines telles que Francia.

Mardi matin, la police a bouclé le village de Bastelica interdisant aux habitants et aux journalistes d'y accéder. Les autorités préfectorales auraient même demandé à tous les habitants d'évacuer le village pour laisser face à face les nationalistes et la police, ce qui fut refusé par la population. A 16 heures, la conférence de presse n'a pas pu se tenir à cause du blocus. Une véritable opération hélicoptère permet aux flics de reprendre le village. Le maire, M. Pierre Porri, s'interpose sur la place du village et demande d'éviter toute effusion de sang.



L'officier de police répliquera : « que les honnêtes gens rentrent chez eux », ce qui n'empêchera pas les CRS de visiter tous les appartements des honnêtes gens du village.

Échec au préfet, car les nationalistes et les barbouzes se sont évanouies dans le maquis, sauf 19 membres du collectif restés au village, qui sont incarcérés.

RIPOSTE

A 17 h 30, le maire de Bastelica donnera sa démission en signe de réprobation !

Les nationalistes ne s'en tiennent pas là.

A 3 heures du matin, le correspondant de l'AFP est réveillé par téléphone. Marcel Lorenzani et une trentaine d'autonomistes ont pris position à l'hôtel Fesch en plein cœur d'un quartier populaire d'Ajaccio. « Nous sommes ici pour manifester notre présence et rétablir la vérité des faits. Il n'est pas question d'accepter une nouvelle contrainte ; nous ne sommes pas des agresseurs, nous sommes sortis d'un piège cela ne se renouvellera pas ici », déclarent-ils. Le préfet de région faisait aussitôt bouclier le quartier et déclarait, montrant son sens du dialogue : « Il n'y a pas de commentaire à l'ordure ». Dans l'après-midi de mercredi, on apprenait que trente tireurs d'élite étaient envoyés à Ajaccio depuis Paris. Mais les nationalistes ne sont pas restés inactifs et la riposte s'organise.

A Ajaccio, dès mardi soir, les organisations syndicales, professionnelles et politiques se concertaient avec l'UPC.

Mercredi 9 janvier à midi, était envisagée une journée ville-morte ou un mouvement de grève, et mercredi à 18 heures, l'UPC appelait la population ajaccienne à venir nombreuse autour du cordon de CRS.

'BARBOUZES ET TIREURS D'ÉLITE

Dans l'après-midi, cinq des clients de l'hôtel ont été libérés, mais on ignore toujours si les deux barbouzes sont détenues à Ajaccio. Toujours est-il qu'elles ne sont plus que deux puisque Yannick Leonelli a déclaré devant les journalistes : « Je suis autonome depuis quelques années, mais je n'ai pas été un militant. Dernièrement, début décembre plus précé-

demment, il m'a été offert l'occasion d'entrer en contact avec le SAC par l'intermédiaire du commandant Bertolini. J'ai accepté pour des raisons personnelles qui se sont avérées fructueuses puisque le commandant Bertolini était en train de préparer un attentat contre Marcel Lorenzani (...). J'ai infiltré le SAC plus que Francia car une différence existe entre les deux officines. »

Yannick Leonelli affirme ensuite que le commandant Bertolini lui a désigné le nom d'un haut-fonctionnaire de la préfecture de ré-

gion comme étant celui du chef des barbouzes. Plusieurs personnes ont aussi été citées pour leur appartenance au SAC, dont un inspecteur de police de la sûreté urbaine d'Ajaccio. Yannick Leonelli assure qu'il maintiendra ses dires devant la justice : « Je ne vois pas pourquoi je changerai quoi que ce soit à ces déclarations puisque c'est la vérité ».

Le pouvoir cherche délibérément à créer des incidents. Comme le déclare Edmond Simeoni : « L'accumulation massive de forces de police et l'interven-

tion éventuelle de tireurs d'élite à l'hôtel Fesch sont de nature à créer l'irréparable et non à le prévenir », a-t-il expliqué. « Si les pouvoirs publics sont d'accord, une issue raisonnable peut encore être trouvée ». Voilà qui témoignait de la volonté des nationalistes de ne pas envenimer la situation. La suite des événements a confirmé que telle n'était pas l'attitude du pouvoir.

De notre correspondant Hervé DASTAR

« Il y a les barbouzes appointés, puis tout un réseau autour »

Interview de Roland Pasani, membre du Bureau Politique de l'Unione di u Populu Corsu

réalisée par Hervé DASTAR

► Que représentent les barbouzes en Corse ?

Ils sévissent depuis la fin de la guerre d'Algérie. Il y a les barbouzes appointés, puis tout un réseau autour. C'est tout un organigramme qui remonte jusqu'à Riolacci, conseiller de Giscard pour les questions corse. Le chef des barbouzes en Corse est le commandant Bertolini, chef des sapeurs-forestiers qui recrutait des candidats barbouzes. Il a été lui-même piastiqué parce qu'il s'est fait des ennemis par son favoritisme et son autoritarisme.

Cet attentat n'a pas été revendiqué. Les activités de Francia vont de l'égoïsme de quatre cents chèques du berger Capretti au plasticage de la maison de l'amiral Sanguinetti ou contre le journaliste Aimé Plétri.

► Quels sont leurs objectifs ?

D'abord, ils veulent intimider, faire peur, pour entraver les activités des nationalistes. Ils ont à leur actif quarante attentats contre nous en 1979. Ensuite, ils visent à déclencher une espèce de vendetta, qui dresserait des Corses contre des Corses, de sorte que le pouvoir pourrait dire : « Si on laisse faire les

Corses, ils s'entretuent », et aussi justifier la raison d'être de la France en Corse.

► Marcel Lorenzani était donc visé par les barbouzes séquestrés, et il dirige aujourd'hui le groupe de l'hôtel Fesch.

Le commando de barbouzes avait un projet criminel visant Marcel Lorenzani. Marcel est un berger qui s'occupe de la rénovation de la chataigneraie et de la promotion d'un abattage coopératif des porcs. Il avait participé à l'occupation du centre régional de formation parce que les crédits attribués à cet organisme avaient été utilisés pour... des réceptions ! Lorenzani était doublement visé, en tant que militant actif de notre mouvement, et en tant que paysan qui cherche à faire revivre le montage, et à fixer les jeunes au pays.

► Quelle est le sens de cette génération pour l'Unione di u Populu corsu ?

Il s'agit de démontrer que les barbouzes et polices parallèles qui sont des assassins existent bien. Nous avons dénoncé, dénoncé, dénoncé chaque fois que

nous le pouvions. Au procès du FNLC, Edmond Simeoni fut interpellé par un commandant : « L'UPC a fourni des noms, mais jamais de preuve ». C'est pour nous aujourd'hui une façon de donner des preuves : du matériel et des hommes. Cette opération a mis un terme au doute qui pouvait subsister dans l'opinion publique.

► Que pensez-vous de l'attitude du pouvoir ?

Depuis l'arrestation des militants du FNLC, le pouvoir cherche à éliminer l'UPC et son action en profondeur. Si l'opinion publique n'était pas de notre côté, le pouvoir aurait déjà frappé depuis longtemps. Lors de cette opération, le pouvoir colonial fait tout pour que les choses tournent au pire. Et, c'est grâce à l'esprit de responsabilité de nos militants que l'effusion de sang a pu être évitée à Bastelica. La présence populaire à 18 heures autour du barrage de police a pesé très lourd.

Afghanistan : vive discussion à la direction de la CGT

C'est mardi 8 janvier que la commission exécutive (CE) de la CGT s'est réunie pour discuter de la question de l'Afghanistan. Elle a discuté sur la base d'un rapport du bureau confédéral présenté par Joannès Galland. Sans condamner l'agression soviétique, la CGT termine toutefois en souhaitant « que le peuple afghan puisse se déterminer en toute indépendance » et en rappelant les principes de la CGT sur la non-ingérence et le droit à l'autodétermination des peuples. Ce rapport a été adopté à la majorité moins 5 voix contre et 12 abstentions (La CE compte quatre-vingt-quatorze membres).

La CGT vient de rompre le silence sur la question de l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Mardi 8 janvier, après discussion sur un rapport du bureau confédéral présenté par Joannès Galland, la commission exécutive de la CGT a publié un communiqué sur la situation internationale.

Une discussion très animée a suivi le rapport Galland, entre ceux qui voulaient condamner l'invasion soviétique et ceux qui défendaient une position beaucoup moins nette, celle de « ni désapprouver, ni approuver l'intervention soviétique ».

Le communiqué final se fait le reflet de cette discussion puisqu'il y a eu cinq votes contre, (les cinq membres du PS de la CE de la CGT), et onze abstentions (dont huit membres du bureau confédéral qui en compte seize).

EVITER DE PRENDRE DIRECTEMENT POSITION

Le communiqué de la CGT, au nom de la détente, condamne l'impérialisme américain. Mais sur l'invasion soviétique aucun jugement n'est porté. Ce qui n'est pas sans entraîner certaines contradictions dans le texte.

Car, contrairement à ce qu'elle avait fait pour le Cambodge, la CGT reconnaît bien qu'il y a eu « l'intervention armée des forces de l'URSS en Afghanistan », mais l'Afghanistan, situé « dans une partie du monde, caractérisée par les bouleversements politiques (...), situé aux frontières de l'URSS, de l'Iran, du Pakistan, de la Chine, pays du Tiers Monde encore marqué par des structures féodales, s'est engagé ces dernières années dans une évolution progressiste. C'est ainsi qu'il

a développé des relations d'amitié et de coopération avec l'URSS ».

Le texte reconnaît : « Cette brève analyse d'une situation complexe dont nous ne possédons pas tous les éléments, montre à l'évidence que cette partie du monde est l'objet d'enjeux considérables ». N'est-ce pas une tentative pour justifier ce qui est une dérogation flagrante au principe réaffirmé du droit des peuples à l'autodétermination ?

LES DROITS DU PEUPLE AFGHAN

Car se camoufler derrière la complexité de la situation, n'est-ce pas la preuve d'un profond tiraillement dans la direction de la CGT entre le souci de blanchir — en ne le condamnant pas — l'impérialisme soviétique, et celui de défendre les droits fondamentaux des peuples ?

Ce tiraillement, reflet de la discussion, est encore accentué par la réaffirmation des principes qui clôture la déclaration : « La commission exécutive tient à rappeler les valeurs traditionnellement défendues par la CGT :

rapports entre Etats fondés sur l'amitié, la coopération, le respect mutuel,

et interdisant tout recours à la force ;

— le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays ;

évolution et progrès des peuples sur la base de leur propre détermination.

« C'est dans cet esprit que la CE apprécie et suivra avec la plus grande attention l'évolution de la situation en Afghanistan et souhaite que le peuple afghan, puisse se déterminer en toute indépendance ».

LE REFLET D'UN LARGE MECONTENTEMENT

Ainsi, la direction de la CGT a rompu le pesant silence qu'elle observait depuis le début de l'agression soviétique en Afghanistan pour prendre une position qui n'en est pas une. Assurément, les dirigeants confédéraux qui défendent le plus les positions de l'URSS, eu de nombreuses difficultés pour faire passer leur point de vue et n'y sont en définitive pas parvenus. Cette situation témoigne du large mécontentement qu'a provoqué l'invasion soviétique dans les rangs de la confédération, chez les milliers de militants et d'adhérents et jusque parmi les cadres de l'organisation.

Claire MASSON

Corming-France (Chateauroux) : occupation pour les salaires

En décembre dernier, les travailleurs de Corming-France (ex-Sovirel) déposaient un cahier de revendications auprès de la direction, qui refusait d'accorder l'essentiel des propositions.

Face au refus de la direction, la majorité des salariés ont entrepris une lutte décisive : l'occupation de l'usine depuis le 3 janvier. Les grévistes de l'usine Corming-France sont menacés d'expulsion par l'intervention des CRS.

Seule, la détermination des travailleurs de Corming-France et l'unité entre syndiqués CFDT-CGT et non syndiqués, fera céder le patronat.

Soutenons la lutte des travailleurs de Corming-France, ex-Sovirel !

Tonnerre (Yonne) : la caravane chômage appelle au regroupement des chômeurs

Samedi 5 janvier, de 15 heures à 17 heures, la caravane SOS Emploi Tonnerrois a parcouru la ville de Tonnerre (Yonne). Composée de cinq voitures décorées, animée par une quinzaine de personnes, cette caravane s'est rendue dans les quartiers populaires des Prés-Hauts et des Lices, au centre-ville, au Campenon et devant les deux supermarchés de la ville.

Au cours de cette après-midi, les animateurs de la caravane ont expliqué le pourquoi de cette initiative : « Il y a à Tonnerre plus de cent chômeurs dont plus de 50 % de jeunes. Dans beaucoup d'endroits, ceux qui ont des emplois ont des emplois intérimaires. C'est le cas notamment à Charron et à l'hôpital Paul Renard ».

Par des mots d'ordre, les participants ont scandé la nécessaire unité entre chômeurs et actifs, le refus des contrats à durée limitée.

D'autres mots d'ordre étaient présents : « Transports et loisirs gratuits pour les chômeurs », « Non aux expulsions, non aux saisies, non aux coupures de courant », « Français-immigrés même patron, mêmes licenciés », « Unité contre le chômage », « Cho-cho chômage ras-le-bol », « Les profits augmentent, le chômage aussi. Les patrons peuvent payer », « Troisième stage Barre, troisième stage bidon, main-d'œuvre gratuite pour les patrons »...

NON LE CHOMAGE N'EST PAS UN MAL NECESSAIRE

Tout en parcourant les rues de Tonnerre, les militants de la caravane engageaient la discussion en distribuant une plaquette de seize pages expliquant le pourquoi de l'initiative.

Pour l'essentiel, cette initiative visait à faire contre-poids aux grands moyens d'information aux mains du pouvoir qui tendent à faire croire que « le chômage est un mal nécessaire ». Elle visait également à montrer au grand jour qu'un pôle déterminé existe localement, autour duquel il est possible de se regrouper quelle que soit son appartenance politique ou syndicale, le seul critère étant d'être prêt à mener activement la lutte contre le chômage.

Cette initiative spectaculaire visait également à montrer qu'on pouvait en finir avec l'isolement des chômeurs, la banalisation, la marginalisation du phénomène chômage. L'accueil très positif, voire chaleureux, des Tonnerrois sur le parcours montre que « le racisme antichômeurs » recule.

C'est pour nous un encouragement à continuer notre travail d'enquête, de démarches sur les quartiers populaires afin de regrouper, pas après pas, ceux et celles qui ne veulent pas s'habituer au chômage comme l'affirmait bien fort cette caravane.

Tour Fiat (Paris) : grève à la restauration

Judi 3 janvier, les syndicats CGT et CFDT du Centre d'Etudes Nucléaire de Saclay (Essonne) ont organisé une collecte de soutien aux travailleurs de la Générale de restauration de la Tour Fiat, en grève depuis le mois de novembre 1979. Les délégués des cantines 1 et 2 de Saclay, (Générale de Restauration) ont participé à cette collecte qui a recueilli 2 650 F.

CORRESPONDANT

4e mois de lutte à la Thomson-CSF

Des délégués devant le tribunal de Nanterre

Les travailleurs de différents centres du trust Thomson-CSF ont entamé leur 4e mois de grève sous des formes diverses sans que pour cela la direction générale n'ait laissé entrevoir la moindre possibilité de négociation. C'est pourquoi l'action pour les salaires et le temps de travail se durcit de plus en plus dans les différents centres et notamment dans celui de Malakoff (Hauts-de-Seine). En

effet, dans celui-ci le mouvement a pris des formes peu traditionnelles. Après l'occupation ponctuelle de différents secteurs stratégiques de l'entreprise, c'est toute la sous-traitance (qui est très importante) qui a été bloquée par les grévistes qui ont « emprunté » les gammes de travail et les bons de commandes.

Mais la direction n'est pas restée sans réagir. Après les nombreuses mises à pied

qui ont eu lieu, les importants retraits d'heures aux délégués et même à certains travailleurs, elle assigne sept responsables syndicaux (4 CFDT, 3 CGT) en référé pour la restitution des fiches. Dans cette lettre, remise par un huissier, elle réclame également une astreinte de 5 000 F par jour de retard !

Le procès a eu lieu lundi 7 janvier à Nanterre. Les grévistes de Malakoff y étaient présents ainsi que

des délégations de tous les centres de la région parisienne. Y étaient présents également trois membres de la direction de Malakoff. Mais ils auraient mieux fait de s'abstenir car les événements ne se sont pas déroulés comme ils l'auraient souhaité. En effet, nous ne voulions pas nous engager sur le terrain que la direction avait choisi, celui de la justice, ce qui aurait immanquablement fait dévier notre mouvement de son objectif, c'est-à-dire la lutte sur nos revendications.

Nous avons dit au juge que ces fiches, nous étions prêts à les rendre et que si nous étions obligés d'en arriver là, c'était uniquement la faute de la direction qui refusait toute négociation depuis plus de trois mois.

Le verdict est tombé : nous rendons les fiches, non pas à la direction, mais à un huissier qui les gardera en sa possession tant que le juge le décidera. Quant aux 5 000 F d'astreinte demandés, ils se sont transformés en 30 F d'astreinte par jour de retard.

Tout ceci n'est qu'un épisode de notre lutte. La grève se poursuit, l'inter-CFDT et la coordination CGT ont décidé une journée nationale d'action au niveau Thomson pour le 10 janvier et un grand rassemblement boulevard Haussmann, au siège de la Thomson-CSF, le 18 janvier.

A suivre...



Les travailleurs de la Thomson devant le tribunal de Nanterre.

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple
NOUVEAU NUMERO
205-51-10

Manœuvres aériennes combinées Egypte-Etats-Unis

Au cours de leurs entretiens à Assouan, mardi, Begin et Sadate auraient examiné la situation dans l'ensemble du Moyen-Orient. Le même jour, le porte-parole du département américain, Hodding Carter, a déclaré que «des avions américains se trouvent en Egypte depuis ces dernières semaines, pour des exercices en coopération avec les forces égyptiennes, et il est possible que d'autres soient organisés dans l'avenir». Ces propos ont été confirmés presque simultanément par le ministre égyptien de la Défense et de la Production militaire, le général Hassan Ali. Cette nouvelle confirme la tentative des Etats-Unis d'intégrer plus nettement l'Egypte à leur dispositif militaire dans cette région. Une telle tentative est en cours notamment depuis la chute du Shah d'Iran. On sait qu'à plusieurs reprises la Résistance palestinienne a dénoncé «la tentative américaine de constituer un axe Tel - Aviv - Le Caire - Washington». Les pressions américaines sur l'Egypte, pour aller dans ce sens, ont toutes chances de s'accroître à l'heure des nouveaux développements de l'offensive soviétique dans la région.

Turquie : restitution des bases américaines

Les Etats-Unis devraient recouvrer l'usage de trois de leurs bases qui furent fermées par Ankara en 1974, à la suite de la décision américaine de suspendre ses livraisons d'armes à la Turquie en raison de son intervention à Chypre. C'est ce que prévoit l'accord signé mercredi entre le gouvernement turc et l'administration américaine. Sachant l'importance stratégique de ces bases qui permettent de surveiller le mouvement de troupes et les avions soviétiques, le gouvernement turc a l'intention d'obtenir des Etats-Unis qu'ils accroissent leur aide économique.

Déclaration du vice-premier ministre chinois

Selon l'agence de presse Xinhua, le vice-premier ministre de la République populaire de Chine, Deng Xiaoping, lors de l'entrevue qu'il a accordée au secrétaire américain à la défense, Brown, a appelé «les pays du monde à s'unir pour faire sérieusement front à la politique expansionniste planétaire poursuivie par l'Union Soviétique». Le vice-premier ministre chinois a notamment déclaré : «Les mutations de la situation internationale et les menaces qui planent sur la paix et la sécurité ont pour origine l'Union Soviétique (...), sa politique hégémonique et sa politique expansionniste planétaire ne subiront aucun changement du fait de tel ou tel facteur. Tout le monde doit s'associer pour faire barrage à la politique soviétique d'expansion planétaire».

D'autre part, les agences de presse occidentales font état de la livraison possible à la Chine par les Etats-Unis d'une station au sol capable de recevoir des informations transmises par le satellite américain Landsat D.

Un jeune toulousain emprisonné en Israël

Israël, Etat fasciste : c'est connu ! Un jeune toulousain en a fait les frais. En février 1979, Robert part en Algérie pour y trouver du travail. De source israélienne, il aurait eu des contacts avec des Palestiniens. Israël a de plus en plus la phobie des fédératifs. L'Etat fasciste tremble pour sa sécurité. Aussi lorsque Robert va en Israël, un mandat d'arrêt l'attend au passage de la frontière jordanisraélienne au pont Allenby. Le 10 juillet 1979, il est jugé par un tribunal militaire pour motif d'espionnage. (Il aurait voulu prendre des photos d'objectif militaire à Tel Aviv).

Verdict : 4 ans ferme.

Un comité de soutien s'est créé sur Toulouse. Son objectif est de faire pression sur le gouvernement français, pour demander l'extradition de Robert.

On peut soutenir moralement Robert, en lui écrivant :

Robert Falconnier
Ramlet Prison BP 13
Ramlet-Israël

Correspondant TOULOUSE

RASD : attaque victorieuse du Front Polisario à Hagounia

Au cours d'une embuscade qui a duré cinq heures, samedi, l'Armée de Libération Populaire Sahraoui a tué 152 soldats marocains, fait prisonnier 25 autres, détruit et saisi une quantité importante de matériel militaire. L'accrochage a eu lieu, à 10 km au sud d'Hagounia, où quelques heures auparavant, la garnison avait également été attaquée.

L'Inde : terrain d'affrontement dans la rivalité des deux superpuissances

A l'heure où l'Afghanistan est occupé par les troupes soviétiques qui menacent d'intervenir au Pakistan, Indira Ghandi, chef de file du Parti du Congrès, reprend la direction des affaires de l'Inde munie d'une confortable majorité au pouvoir. Indira Ghandi avait tissé des liens étroits avec l'URSS signant notamment avec Moscou un traité d'amitié et de coopération en 1971, année où l'Inde provoquait la partition du Pakistan en intervenant militairement avec

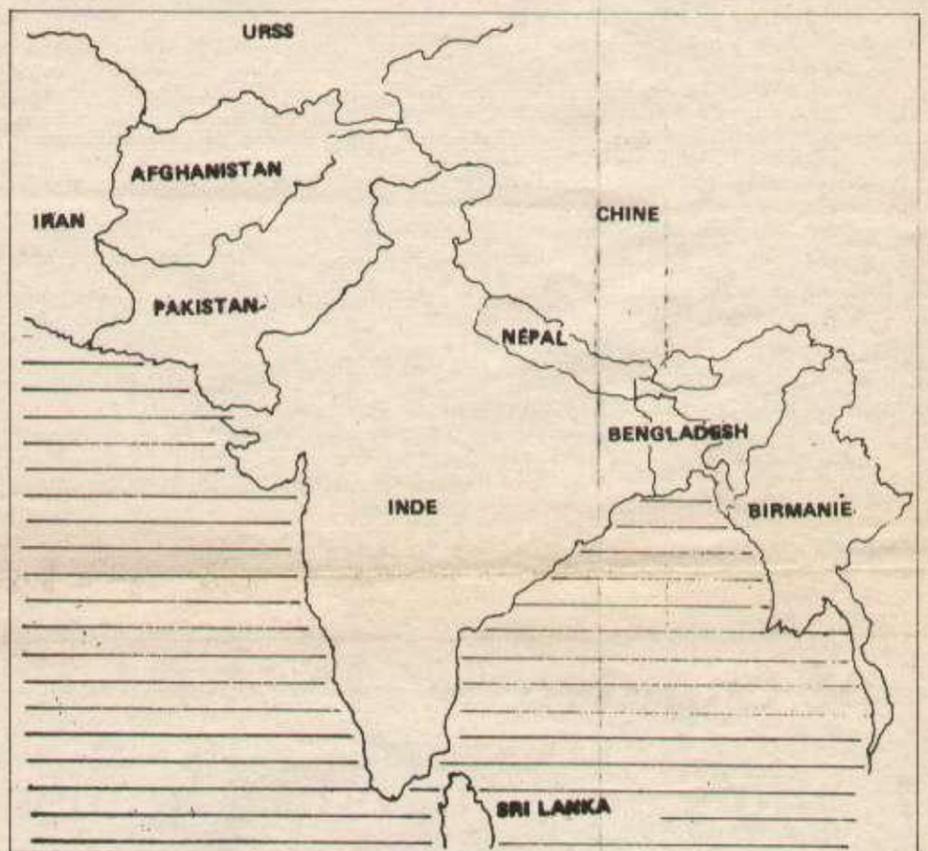
le soutien soviétique, au Bangladesh. Cependant, Indira Ghandi, dans ses récentes déclarations, s'est prononcée «contre l'intervention soviétique en Afghanistan», tout en rendant les Etats-Unis responsables de la «déstabilisation de la région». Faut-il pour autant en conclure qu'Indira Ghandi mènera une authentique politique d'indépendance ?

Liée à l'URSS par de nombreuses dettes, l'Inde payait déjà 110 millions de roupies d'intérêts en 1969. Ces emprunts ont servi à financer des équipements lourds appartenant en général au secteur capitaliste d'Etat. En 1973, l'URSS avait déjà la haute main sur 80 % du secteur machines-outils, 60 % de l'équipement électrique, 35 % de la transformation du pétrole, 30 % de l'acier et 20 % de l'énergie électrique. L'URSS a exigé parfois le remboursement en produits d'exportations : jute, thé, noix de cajou qu'elle a revendus avec de gros bénéfices aux pays occidentaux ou aux pays de l'Est. En 1971, l'URSS était le premier client de l'Inde. Cette année-là, lors de l'agression contre le Pakistan, l'Inde était déjà largement équipée de matériel militaire soviétique MIG 21, Iliouchine 14, chars, hélicoptères. Après le traité dit «d'amitié et de coopération», signé également en 1971, et qui prévoit une aide militaire mutuelle en cas d'attaque contre l'un des deux pays, les livraisons d'armes se sont intensifiées. Des facilités portuaires ont été concédées à la flotte soviétique dans les ports de Madras et de Bombay.

LES TENTATIVES POUR ECHAPPER A LA MAIN-MISE DE L'URSS

Actuellement l'armée indienne est équipée à 80 % d'armes soviétiques et le nombre de conseillers militaires soviétiques et des pays de l'Est y est d'environ 500. Vouloir étendre sa domination sur l'Inde, l'URSS a constamment fait pression pour obtenir l'adhésion de ce pays au pacte dit «de sécurité collective en Asie», ce qu'Indira Ghandi comme ses successeurs, se sont toujours refusé à faire.

Après la liquidation de Mujibur Rahman au Bangladesh (août 1975), la politique d'Indira Ghandi a eu tendance à s'infléchir vers une certaine démarcation d'avec l'URSS. Signe de ce changement d'attitude : en avril 1976, l'Inde échangeait des ambassadeurs avec la Chine, alors que depuis 1962 l'agression indienne contre la Chine), les relations diplomatiques étaient «gelées». Début mai 1976, un accord était également réalisé avec le Pakistan pour «normaliser» les relations avec cet Etat, relations interrompues à la suite de la guerre de 1971.



La venue au pouvoir des partis d'opposition au Congrès (le parti de Mme Ghandi), en 1977, a vu une tentative accrue de prendre des distances vis-à-vis de l'URSS. Toutefois, le gouvernement Desai et celui de Singh qui formaient une coalition électorale hétéroclite n'ont pas été en mesure de mener une politique d'indépendance nationale conséquente.

VOISEE HEGEMONIQUE DE L'URSS

La domination du sous-continent indien constituerait pour l'URSS, un atout décisif pour contrôler l'Océan Indien. L'URSS poursuit également un autre but : l'encercllement de la Chine, déjà entamé sur son flanc sud par le Vietnam et le Laos, pourrait être complété à l'est par l'Afghanistan et l'Inde. C'est aussi dans ce but que par le passé l'URSS a encouragé l'expansionnisme indien, notamment dans son agression contre le Pakistan.

Pour les Etats-Unis, l'Inde constitue également un enjeu important dans leur rivalité avec la superpuissance soviétique dans la région. Mais, la livraison d'armes au Pakistan envisagée par Washington ne semble pas faite pour faciliter un rapprochement des Etats-Unis avec l'Inde, compte-tenu des contradictions qui opposent

le Pakistan et l'Inde. Cette éventualité a d'ailleurs été sévèrement dénoncée par tous les partis, à commencer par celui d'Indira Ghandi.

LE FINANCEMENT DES PARTIS PAR LES USA ET L'URSS

Les Etats-Unis qui, de longue date, se partageaient avec l'URSS, l'intervention dans de nombreuses branches de l'économie indienne, continuent de recourir à divers moyens pour assurer leur présence. Parmi ceux-ci, le financement des partis indiens. Si les Etats-Unis ont leur préférence pour le Janata, ils financent également le Congrès. Un ancien agent de la CIA a révélé que l'agence américaine de renseignement avait créé un syndicat des dockers dans les ports indiens. L'ancien ambassadeur américain à la Nouvelle Delhi, Moynihan, a lui-même reconnu : «Nous nous sommes ingérés deux fois, mais seulement deux fois, dans les affaires indiennes en finançant un parti politique. Les deux fois, l'argent a été versé au parti du Congrès, qui l'avait demandé. Une fois l'argent a été donné directement à Mme Ghandi en personne qui était déjà une dirigeante du parti».

La CIA, qui avait entraîné les troupes frontalières lors

de l'agression indienne contre la Chine en 1962 et mené de nombreuses opérations d'espionnage contre la Chine depuis le territoire indien, continue aujourd'hui d'entraîner les services de renseignements indiens.

L'URSS n'est pas en reste dans ce domaine non plus et participe également au financement des partis notamment le parti révisionniste indien (PCI), par l'intermédiaire de sociétés d'import-export. Ces sociétés achètent en particulier des épices, du tabac, du thé et des noix de cajou, à un taux supérieur au prix normal, la différence allant rejoindre la caisse des partis. De nombreux agents du KGB ont déjà été expulsés d'Inde, deux d'entre-eux l'ont été en mars dernier.

L'URSS accuse les Etats-Unis de renforcer leur base aéro-navale de Diego-Garcia au sud de l'Inde. Il est vrai que la sixième flotte américaine s'est considérablement renforcée, dans la région, à l'occasion de la crise avec l'Iran. Dans le même temps, le porte-avion soviétique *Minsk* mouillait dans l'Océan-Indien. Dans les mois qui viennent, l'Océan Indien est amené à devenir un théâtre important de la rivalité des deux superpuissances.

Frank ROUSSEL

Conférence de presse de 10 organisations de consommateurs

Le vrai visage de la libération des prix

Mercredi 9 janvier à 11 heures, dix organisations de consommateurs tenaient conjointement une conférence de presse à propos de la libération des prix et des marges commerciales. En signe de protestation, les représentants de ces organisations ont suspendu leur participation aux négociations en cours avec le gouvernement. A partir d'exemples précis sur l'assurance-vie, l'assurance automo-

La réglementation, pourtant bien limitée qui existe en matière de consommation n'est même pas respectée. Elle est même en permanence bâfoquée. Les dernières mesures de M. Mury en matière de libération des prix et des marges ne vont rien arranger. Au cours de la conférence de presse, les orateurs ont cité des cas très concrets, ou la réglementation n'était pas respectée, ce pour le plus grand profit des patrons.

LES REGLEMENTS BAFQUES

Ainsi, les compagnies d'assurance refusent de préciser la tarification et l'application des garanties principalement lorsque les dommages subis et le coût de réparation dépassent le prix de la voiture à l'argus. Malgré des accords conclus avec les dirigeants du CNPF, rien n'est respecté, particulièrement pour ce qui est de clauses abusives dans les contrats de vente. Ainsi, malgré la loi en vigueur, on peut lire dans bien des con-

trats que l'acheteur s'engage à ne pas porter plainte, ou bien on fixe les juridictions devant lesquelles il doit porter plainte. Toutes ces clauses sont parfaitement illégales, abusives.

LOGEMENT ET BAIL

De même, en matière de logement, une réglementation minimum avait été établie pour fixer les droits des locataires et mettre un frein aux abus des propriétaires. Concrètement, vu la pénurie de logements et la spéculation immobilière, les contrats de bail contiennent dans la plupart des cas des exigences abusives qui spolient le locataire.

PAS DE CONTRAT TYPE

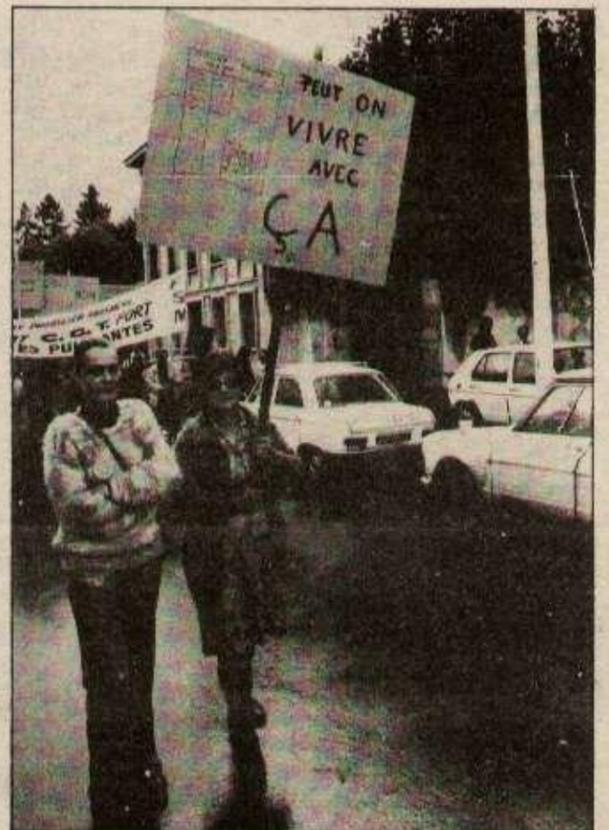
Le contrat type de vente des véhicules d'occasion, déterminé par un accord entre les professionnels et l'Institut National de la consommation, est absolument inrouvable dans les garages. Libre aux vendeurs de vendre un peu n'importe

qu'il semble aussi que tout soit fait du côté des patrons et du pouvoir, pour éviter que ne soient définies des règles sur la publicité et le caractère durable des produits mis en vente. Aucune application n'est donnée à une loi votée en 1978 à propos des conditions de vente, de versement et de garantie. Parallèlement à la libération des prix de détail et des marges, on assiste à une compression du personnel au service de l'ins-

pection des fraudes et à la direction de la concurrence et des prix. Rien n'est fait du côté du pouvoir pour faire appliquer les bribes de réglementation. Bien au contraire, Mury prône les bienfaits du libéralisme et de la concurrence.

Cette politique touche principalement les travailleurs déjà frappés par le chômage et la vie chère.

León CLADEL



Pour l'information et le droit des consommateurs

Les dix organisations présentes ont exprimé la nécessité que soient reconnus les droits des consommateurs, particulièrement dans une période où la libération des prix et des marges commerciales donne toute latitude aux professionnels de la distribution.

Dans la lettre adressée au ministre, ces organisations demandent l'établissement d'une convention collective de la consommation, à l'image de ce qui existe au niveau des entreprises. Cette convention permettrait de préciser les droits des consommateurs en la matière. Le non-respect d'une telle convention entraînerait des poursuites en justice.

Autre proposition: Une campagne de relevé des prix va être lancée à partir de laquelle sera créée

une banque de données des prix. Cela permettra, selon ces organisations, de déterminer le prix le plus bas d'un produit donné. Il faut savoir en effet que le paquet de six bouteilles de « Kronenbourg » varie dans les supermarchés et hypermarchés entre 5,95 F et 10,15 F. Dans les mêmes grandes surfaces, le prix du lait varie entre 1,47 F et 2,97 F le litre, pour le même type de produit.

Les représentants de ces organisations demandent aussi une véritable information sur la qualité des produits vendus et sur la réglementation en vigueur. Elles proposent aussi que soient accordés des congés de représentation afin que les représentants des consommateurs aient les moyens de jouer leur rôle.

Une enquête de l'INSEE sur le chômage des femmes dans le 14e arrondissement de Paris

«Le chômage des femmes dans le 14^e arrondissement de Paris», tel est le thème d'une enquête que vient de publier l'INSEE. Les chiffres datent de fin janvier 1979, mais la tendance ne s'est certainement pas inversée depuis. Et le 14^e arrondissement de Paris, selon les auteurs du rapport, «est assez représentatif de l'ensemble de la ville de Paris».

Les chiffres du tableau sont secs, durs. La réalité ne l'est pas moins. Ce qu'indiquent ces chiffres, c'est que les femmes au chômage, dans l'ensemble, sont d'autant plus frappées qu'elles sont moins qualifiées. En particulier, le chômage est plus long pour les ouvrières. Les femmes OS qui ont perdu leur emploi mettent en général plus d'un an avant d'en retrouver un. Et les employées peu qualifiées,

malgré la croissance du secteur tertiaire dans les années passées, sont loin d'être épargnées.

Quelques chiffres qui rappellent combien la vie peut être dure à Paris, à un moment où les entreprises quittent une à une les quartiers. Dans une agence d'intérim du 20^e arrondissement, un panneau manuscrit indique: «Entrez, vous n'avez plus rien à perdre...»

1) CHOMAGE PAR CATEGORIE (DE 25 A 65 ANS) (pour 880 femmes inscrites à l'ANPE fin janvier 1979)	
- Manœuvres, ouvrières spécialisées	11,8 %
- Ouvrières qualifiées	5,6 %
- Ensemble	17,4 %
- Employées non qualifiées	12,0 %
- Employées qualifiées	65,1 %
- Ensemble	77,1 %
2) EMPLOIS DEMANDES A L'ANPE	
- Emplois d'ouvrières (industries, femmes de service, etc.)	17,4 %
- Emplois d'employées (bureaux, commerce)	56,0 %
3) MOTIFS DU CHOMAGE	
- Licenciements (économiques 27 %, intérim 4,4 %, fin de contrat 16,3 %, autres 20 %)	67,7 %
- Reprise d'activité	11,5 %
(Les tableaux de l'INSEE ne prennent pas en compte les moins de 25 ans, c'est-à-dire la grande masse des jeunes arrivant sur le marché du travail.)	
4) QUI EST LE PLUS LONGTEMPS AU CHOMAGE ?	
- Ouvrières spécialisées	12,2 mois
- Ouvrières qualifiées	10,4 mois
- Employées	7,5 mois

Bientôt des mairies annexes à Plogoff ?

L'enquête d'utilité publique sur le projet de construction d'une centrale nucléaire à Plogoff, dans le Finistère, débutera le 31 janvier 1980. Sachant que ces enquêtes n'ont en général pas beaucoup de succès, mais qu'elles constituent au contraire un temps fort des mobilisations antinucléaires, le préfet l'a limitée à six semaines. Elle ne concernera par ailleurs que quatre communes de la Pointe du Raz. Dans l'hypothèse d'un refus des maires d'ouvrir leurs locaux à l'enquête, le préfet a d'ores et déjà annoncé qu'il nommerait des maires délégués et qu'il tenait prêts des camionnettes qui remplaceraient les mairies. Il n'a pas précisé si les dossiers avaient été étudiés pour résister aux «fissures»...

Victoire à l'école Elsa Triolet de Talant

Depuis trois mois, les enseignants et les parents des écoles maternelles de Talant, dans la banlieue de Dijon, se battaient pour l'ouverture de nouvelles classes. Lundi 7 janvier, c'était une première victoire: une classe était ouverte à l'école Elsa Triolet, et les sanctions infligées aux enseignants levées. En septembre 1979, suivant les consignes du SNI (Syndicat national des instituteurs), les instituteurs de Talant décidaient de n'accepter que trente enfants par classe. D'autant plus que quatre classes étaient inoccupées dans un groupe scolaire, et qu'il ne manque pas d'instituteurs sans poste. Aussitôt, ils voyaient leur salaire supprimé. La solidarité s'organisait rapidement, de même que la mobilisation des parents d'élèves, qui ont, par exemple, tenu une classe sauvage. Le 7 janvier 1980, ils obtenaient un premier succès.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

EDF : le coût de la panne

11 % de plus sur les tarifs «électricité», c'est ce qu'avait décidé le conseil des ministres du 2 janvier. Dans le même temps, on assiste à des baisses de tension de plus en plus nombreuses, que ce soit dans le métro ou ailleurs. Mardi 8 janvier, par exemple, tout un quartier de Paris, celui de la Bourse, a été privé de courant: 8 000 abonnés ont dû ressortir les bougies, à la suite d'une panne. EDF, craignant même que l'incident s'aggrave, a carrément décidé de tout couper, jusque tard dans la soirée...

Dans le même temps, le conseil des ministres recommandait fermement à EDF de ne pas augmenter la masse salariale au-delà de la hausse des prix. Autant dire que la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs d'EDF est encore programmée pour 1980. Cela n'empêche pas la direction de faire payer aux industriels 13 centimes le kw/h, haute tension, alors qu'il lui en coûte pourtant 15. Rappelons pour mémoire que le particulier paie 41,50 centimes le kw/h.

Tel. : 205-51-10

Le PS en question

Rocard : homme neuf ou habits neufs ?

Par Pierre MARCEAU



Rocard propose de développer un secteur de l'économie composé des « mutuelles, des coopératives, des associations ». C'est le cas de l'AOIP (téléphonie)... Ce qui n'empêche pas les restructurations et les licenciements.

Si l'ancien leader du PSU est l'homme de gauche le mieux coté parmi les électeurs de la majorité, si Giscard caresse l'espoir, même pas secret, d'en faire, un jour ou l'autre, un des artisans de ce fameux « consensus social » par lequel il entend soumettre les travailleurs, n'allez surtout pas croire que le discours rocardien constitue un appel trivial à la collaboration de classe. Au contraire, Rocard, dont l'iconographie signale qu'il a été depuis plus de 25 ans de tous les combats qu'a menés la gauche sur le terrain » se présente comme le dépositaire intransigeant des aspirations de ceux qui, aujourd'hui, luttent pour un socialisme authentique. Rejetons la social-démocra-

Ce qu'on trouve à la base de la démarche politique de Rocard, c'est le rejet — qu'il présente comme un dépassement — de l'analyse marxiste de la société capitaliste.

« Réfutation »...

Que dit Rocard ? Nous reprendrons ici en substance son analyse telle qu'il l'a exposée récemment dans un entretien avec Jacques Julliard sous le titre : « Actualité du socialisme ». L'enchaînement des idées est en gros le suivant :

1) Il n'existe pas aujourd'hui de pays socialiste : « C'est un accident historique qui a conduit à qualifier de « socialiste » des formes d'organisation économiques et sociales nées dans des pays pauvres ou très pauvres, alors qu'il ne s'est agi en réalité que de techniques autoritaires de développement ». Signalons qu'en mettant, sans s'embarrasser d'une démonstration un signe égal entre Chine et URSS et entre Lénine et Goulag, Rocard s'offre la facilité de ne raisonner qu'à partir de la réalité actuelle de l'URSS.

2) « On s'aperçoit maintenant » qu'une fois supprimée la propriété privée des moyens de production et d'échange, il reste l'oppression.

3) Il en découle que la question du pouvoir (de l'oppression) ne peut pas être ramenée aux rapports de propriété ni à l'Etat car elle se pose dans tous les rapports sociaux. Il apparaît donc que l'analyse marxiste de la société capitaliste est tout à fait partielle. En particulier, « le marxisme n'offre pas d'outils d'analyse pour une théorie du pouvoir ».

4) La conclusion pratique que tire Rocard, c'est qu'on ne peut aujourd'hui ramener tous les « mouvements sociaux » à la lutte de classe et qu'on ne peut ramener la lutte pour le socialisme à la lutte contre l'appareil d'Etat capitaliste.

Disons rapidement que cette « réfutation » du marxisme-léninisme qui se donne l'apparence d'une analyse concrète à ceci de particulier qu'elle en escamote sans le dire deux points de vue fondamentaux. D'une part, qu'il ressort de l'analyse des rapports de production capita-

liste à la Guy Mollet, sinistre époque des politiques de troisième force et de guerres coloniales. Rejetons le communisme qui conduit à l'abominable goulag. Vive le socialisme autogestionnaire. Voilà ce que Rocard inscrit fièrement sur son drapeau.

Séduisant programme, dont Rocard lui-même, apôtre de la rigueur politique, ne nous fera pas grief de chercher ce qu'il recouvre exactement. En effet, cette condamnation symétrique du léninisme et de la social-démocratie pourrait bien dissimuler un cours nouveau ou réformiste.

listes l'existence de deux classes : classe ouvrière et bourgeoisie capitaliste dont l'antagonisme est irréductible.

D'autre part, que l'Etat capitaliste est l'instrument de domination, l'outil qui permet à la bourgeoisie capitaliste de perpétuer les rapports d'exploitation.

« Rupture avec le capitalisme » ...

Là discours sur « la rupture avec le capitalisme » tenu par Rocard est tout à fait significatif quant à la question de l'Etat. Partant de l'évidence que la liquidation de toutes les séquelles de la société capitaliste ne pourra s'effectuer que sur une longue période, il en profite au passage pour faire tomber dans une chausse-trappe la révolution. La classe ouvrière doit-elle s'emparer du pouvoir d'Etat pour mener à bien le processus de construction du socialisme ? C'est ce que vous ne saurez pas en écoutant Rocard : « Qu'est-ce que c'est que cette rupture avec le capitalisme ? », s'exclame-t-il.

Et il répond sur le ton du pédagogue condescendant et un peu las d'avoir affaire à des ignares : « C'est bien sûr la rupture avec les formes de domination que le capitalisme porte avec lui. Alors, il faut bien voir que cette rupture ne sera réelle que lorsque seront mis en cause la hiérarchie, le type de commandement, de savoir, de pouvoir et d'argent qui dirige le processus de production, que lorsque sera mis en cause le rôle de la propriété dans l'organisation économique et que lorsque sera mise en cause aussi la condition de dominé, c'est-à-dire le salariat ».

... qui n'en est pas une

En fait, la position de Rocard est simple. Les marxistes-léninistes ayant commis l'erreur criminelle d'accorder une importance excessive à l'Etat, la réponse « neuve » qu'il convient d'apporter aujourd'hui, c'est le socialisme par l'autogestion.

« Le problème français est de reconstituer à la fois une société civile et une société politique ; un tissu démocratique qui ne se confonde pas avec l'Etat. Pour ce

faire, trois conditions doivent être remplies. La première est la décentralisation : créer des régions, garder à nos communes le rôle d'écoles de base de la démocratie, créer ce niveau municipal du canton rural ou de l'agglomération où doit être le pouvoir de décision pour les infrastructures économiques et locales. La deuxième condition, c'est l'expérimentation sociale : il faut pousser le troisième secteur de notre économie, celui des mutuelles, des coopératives, des associations, c'est-à-dire des entreprises qui seront demain totalement autogérées. Et la troisième condition, c'est celle de l'appareil économique central, ce qui conduit à traiter des nationalisations. Le risque qui ici nous menace est celui de l'étatisation. »

Au bout du compte, il n'est plus tellement question de rompre avec la logique capitaliste. Tout au plus s'agit-il de rompre avec une culture « jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste. »

Pas étonnant dès lors, que les propositions politiques concrètes de Rocard soient si peu marquées du sceau de l'anticapitalisme.

Logique capitaliste

On se souvient de la position concernant les revendications salariales.

Le problème pour Rocard est le suivant : quelle est « l'ampleur de la redistribution salariale et sociale que l'économie française est, ou n'est pas, capable d'assumer à bref délai ? (...) Une hausse importante du SMIC est économiquement et socialement nécessaire, nous ne voulons pas quelle s'accompagne de dizaines de milliers de faillites avec les licenciements que cela impliquerait ». Logique : quand on raisonne dans le cadre capitaliste, les lois de l'économie de marché sont incontournables.

Sur de telles bases, il y a moyen de discuter avec le patronat. D'ailleurs, souligne Rocard, « un certain nombre de créateurs d'entreprises et même de patrons au sens technique du mot — en général dans de petites ou moyennes entreprises — ont assez de lucidité personnelle pour ce qui est de l'argent, et d'intelligence sociale dans leur capacité à comprendre les exigences d'une société, pour que leur raisonnement les amène à des solutions compatibles avec ce que veulent les socialistes. »

Le « dialogue social »

Sans doute faut-il voir une autre indication sur la possibilité d'un dialogue constructif avec les patrons dans l'hommage rendu à Chaban-Delmas dont le gouvernement est le seul « qui ait tenté un peu de donner aux structures du pays, à ses mécanismes, à ses procédures, une orientation qui aille un peu plus vers l'amélioration du dialogue social ». Toutes ces choses étant d'ailleurs l'œuvre de son camarade de parti, Jacques Delors. C'est encore dans le même esprit que Rocard donne comme un modèle dont la gauche française pourrait s'inspirer utilement les « droits syndicaux » tels qu'ils sont vécus en Allemagne ou en Grande-Bretagne et vive les syndicats intégrés et la cogestion !

Sans vouloir pousser trop loin le jeu des citations, on peut signaler que Rocard va même jusqu'à revendiquer pour le programme socialiste « la défense de la liberté d'entreprendre ».

Au total, on doit reconnaître à Rocard le mérite d'une pensée politique cohérente. Il ne sacrifie pas comme le font si facilement Mitterrand ou ses alliés du CERES, à la démagogie du double langage. C'est cette rigueur même, ce « parler vrai » qui doit venir requérir toute l'attention voulue pour le discours rocardien. Celui-ci pousse jusqu'au bout de sa logique une politique dont les prémisses sont contenues dans une critique du marxisme-léninisme dont il est loin de détenir l'exclusivité.